



D'OÙ QU'ILS VIENNENT, INTERDISONS LES LICENCIEMENTS

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

15 avril 2024, Gustave Roussy

DES LICENCIEURS GAVÉS DE PROFITS

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme. ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

LE GOUVERNEMENT N'EST PAS EN RESTE

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier. Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires !

Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires - et pas 13 - ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent. La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite - en vérité plutôt deux fois moins lentement - entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

INVERSONS LE RÈGNE DE LA PEUR

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits ! Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi. Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.



SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS

**POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES
NI PATRONS**

**URGENCE
RÉVOLUTION!**



GAËL QUIRANTE
POSTIER

LE MOMENT D'Y ALLER

Les aides-soignants se mobilisent pour avoir une prime annuelle de 3000e. Une pétition a été rédigée et largement signée. Toutes les professions devraient faire pareil. C'est le seul moyen d'augmenter nos revenus.

TOUS ENSEMBLE POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Les salaires sont bloqués depuis des années. Quand les prix augmentent mais que nos salaires stagnent, on est perdant ! Pour gagner des augmentations de salaires bien plus rentables que des primes, il faut s'y mettre tous ensemble.

TOUTES LES PROFESSIONS SONT CONCERNÉES

Dans toutes les équipes, glissements de tâches, postes non remplacés et débrouille généralisée. Au-delà des statuts, des fonctions et des spécialités, personne ne s'en sortira seul.

850 MILLIONS D'ÉCONOMIES SUR LE DOS DES MALADES

le 31 mars le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire, non remboursable par les mutuelles, est entré en application. Les patients devront désormais acquitter 1€ au lieu de 50 centimes par boîte de médicament et les actes paramédicaux, 2€ pour les actes et consultations des médecins, les examens et les analyses de biologie médicale. Quant aux transports sanitaires, la franchise s'établira à 4€. Un impôt déguisé qui va permettre à l'Etat de nous faire les poches à hauteur de 850 millions d'€. Une fois de plus.

RWANDA : MACRON NIE TOUJOURS

Il y a 30 ans commençait le génocide de la population tutsi par le gouvernement hutu, alors proche allié de la France, qui a fait 800 000 morts. Le 4 avril, Macron a reconnu que la France « aurait pu arrêter le génocide » mais ne l'a pas fait. Trois jours plus tard, il s'est rétracté ! Les autorités et l'armée françaises,

loin de rester passives, avaient en réalité soutenu le gouvernement génocidaire et sont à ce titre également responsables. Car si c'est bien le gouvernement rwandais de l'époque qui a organisé le massacre, c'est avec l'aide et la bénédiction du président socialiste François Mitterrand et de ses ministres de droite du gouvernement Balladur. Une décision de l'impérialisme français mûrement pesée par les dirigeants de l'époque

GAZA : MASSACRE ENROBÉ DANS UNE ENVELOPPE HIGH TECH

Courrier international a réalisé une interview de Meron Rapaport, rédacteur en chef du site israélien *Local Call* qui a enquêté sur le système d'intelligence artificielle Lavender utilisé par l'armée israélienne à Gaza et qui est censé cibler les seuls militants du Hamas en épargnant la population civile. Il en a désigné en théorie 37 000 depuis le début de la guerre. Mais Rapaport d'expliquer : « *Au lieu de viser des cibles légitimes, l'armée a frappé tous ceux que la machine trouvait chez eux, à leur domicile, faisant au moins, pour le moindre combattant du Hamas, 15 ou 20 victimes collatérales innocentes. Ce qui signifie que non seulement elle n'atteint pas son objectif militaire, mais qu'en plus elle a causé cette atroce crise humanitaire que vit aujourd'hui Gaza.* » Et de révéler que « *la partie vérification humaine, qui doit s'assurer que la personne visée est la bonne, a été réduite à vingt secondes dans certains cas si bien que les soldats chargés de cette vérification avaient le sentiment de devoir simplement entériner le choix de la machine.* ». En quelque sorte un génocide high tech.

Retrouve à ce QR Code une vidéo de Blandine, assistante sociale et membre du secteur santé du NPA, sur la nouvelle « taxé lapin » du gouvernement

